

POLITIQUE À OUÈSSE

l'honorable Rafiou Moussa relance les structures de base à Toui



CHAMPIONNAT NATIONAL SCOLAIRE À APLAHOUÉ

Encore et toujours des talents denichés

SUSPENSION PROVISOIRE DE GRATIEN-LAURENT AHOUANMÈNOU

Djogbénou précipite-t-il le retrait du PRD de l'Union Progressiste le Renouveau ?



PALAISS SACRÉ DE TOGBOHONSOU

Présentation officielle de Dah Togbenon Toyizan Bô Gbediga à Dangbo - Docomè



SOMMET CEDEAO

Patrice Talon : « La guerre des États-Unis est un signal pour l'Afrique »



POLÉMIQUES AUTOUR DES SALAIRES DU GOUVERNEMENT BÉNINOIS



Wilfried Houngbédji botte en touche

POLITIQUE

SUSPENSION PROVISOIRE DE GRATIEN-LAURENT AHOUANMÈNOU

Djogbénou précipite-t-il le retrait du PRD de l'Union Progressiste le Renouveau ?

LA SANCTION TOMBÉE LE 18 JUIN 2025 N'EST PAS QU'UNE AFFAIRE INTERNE : EN ÉCARTANT PROVISOirement GRATIEN-LAURENT AHOUANMÈNOU DE LA DIRECTION EXÉCUTIVE, LE PRÉSIDENT DE L'UNION PROGRESSISTE LE RENOUVEAU (UPR), JOSEPH DJOGBÉNOU, VIENT DE POUSER UN CRAN PLUS LOIN LA FRACTURE LATENTE ENTRE L'UPR ET SON ALLIÉ HISTORIQUE, LE PARTI DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE (PRD). LE CLIVAGE, JUSQU'ICI CONTENU DANS LES COULOIRS ET LES NOTES INTERNES, ÉCLATE DÉSORMAIS AU GRAND JOUR – AU POINT DE PLACER LE RETRAIT PUR ET SIMPLE DU PRD À L'ORDRE DU JOUR.

Une suspension qui fait office de détonateur

Le communiqué signé par Joseph Djogbénou ne se contente pas de rappeler des manquements statutaires ; il accuse Ahouanmènou de « faute grave » pour avoir revendiqué son appartenance persistante au PRD, parti « dissous » selon la lecture officielle. Dans le camp arc-en-ciel, on y voit plutôt la riposte d'une direction UPR agacée par la contestation interne : depuis des mois, les cadres issus du PRD dénoncent une absorption sans respect de l'âme fondatrice de leur parti.

Le PRD revendique son identité et sa légitimité

Secrétaire général adjoint du PRD, Gratien Ahouanmènou campe sur une ligne de principe : « Le PRD n'a jamais été formellement dissous, faute de congrès extraordinaire et de constat juridique du ministère de l'Intérieur. » Répondant le 17 juin à la mise en garde de l'UPR, il fustige « les graves atteintes à la loi » qu'il dit observer de l'intérieur. Son expulsion provisoire sonne, pour de nombreux militants, comme la confirmation que toute voix dissonante venue du PRD est désormais indési-

rable dans l'attelage majoritaire.

Houngbédji mis en cause, la ligne rouge franchie

Les attaques verbales contre Adrien Houngbédji, figure historique du PRD, ont scellé la rupture émotionnelle. Ahouanmènou parle d'« injures » restées sans riposte de la part de ses homologues UPR ; pour lui, c'est la preuve que les engagements de respect mutuel pris au moment de la fusion n'étaient qu'un trompe-l'œil. Dans les bastions traditionnels du PRD, l'amertume grandit : la suspension d'Ahouanmènou est perçue comme une tentative de museler toute défense du legs houngbédjiste.

Djogbénou accélère, la base PRD s'embrase

En poussant le bouton disciplinaire, Joseph Djogbénou mise sur la dissuasion. Mais l'effet semble inverse : comités de base et élus locaux du PRD consultés ces dernières semaines évoquent déjà une « dynamique irréversible » vers le retrait. Pour la première fois, l'option d'une reprise des couleurs et des sigles PRD dans les prochaines joutes électorales n'est plus taboue.



Vers un divorce officiel ?

La suspension d'Ahouanmènou n'est pour l'heure que « conservatoire ». Pourtant, la procédure engagée laisse planer la menace d'une exclusion définitive – geste qui acterait symbolique-

ment la fin de la cohabitation. Au-delà du sort personnel de l'intéressé, c'est le contrat politique scellé en août 2022 qui vacille : le PRD accuse l'UPR d'avoir rompu l'équilibre fondateur, l'UPR rétorque qu'il n'y a pas de place pour une double loyauté.

INTÉGRATION RÉGIONALE – CEDEAO

Patrice Talon et Bola Tinubu s'accordent pour une intégration économique plus poussée entre le Bénin et le Nigeria

LORS DU SOMMET ÉCONOMIQUE DE LA CEDEAO ORGANISÉ LE 22 JUIN À ABUJA, LE PRÉSIDENT BÉNINOIS PATRICE TALON ET SON HOMOLOGUE NIGÉRIEN BOLA TINUBU ONT ANNONcé UN ACCORD VISANT À INTÉGRER DE FAÇON EFFECTIVE LES ÉCONOMIES DE LEURS DEUX PAYS, AVEC POUR AMBITION DE TRANSFORMER LES ÉCHANGES INFORMELS EN FLUX FORMALISÉS MUTUELLEMENT BÉNÉFIQUES.

Un partenariat renforcé pour l'intégration régionale

Lors d'un premier sommet économique de la CEDEAO tenu à Abuja, Patrice Talon a révélé qu'avec Bola Tinubu, « le président Tinubu et moi nous sommes d'accord pour que le Bénin et le Nigeria intègrent leurs économies de manière effective ». Il a ajouté que des consignes claires ont été transmises à leurs équipes respectives pour concrétiser cette vision .

Cette volonté commune fait écho aux propos tenus en décembre 2023 lors d'une rencontre à Abuja, où les deux chefs d'État avaient exprimé la nécessité de bâtir un « synergie économique » et d'aligner leurs priorités commerciales, tout en lançant un comité inter-ministériel dédié .

Miser sur le formel pour réduire l'informel

Partageant une frontière de plus de 700 km, le Bénin et le Nigeria entretiennent d'importants échanges commerciaux, mais la majeure partie d'entre eux s'effectue de manière informelle. Selon l'enquête ECENE de l'INStaD, en 2022, 89,94 % des importations informelles provenaient du Nigeria, chiffre passé à 93,96 % en 2023 (935,6 milliards de FCFA) .



Ce constat démontre l'urgence de structurer ces échanges, un objectif pris à bras-le-corps par les présidents : « Nous travaillerons dur pour coordonner et garantir que vos intérêts sont protégés à mesure que nous intégrons nos économies », a affirmé Talon à Tinubu .

Vers une intégration économique effective au sein de la CEDEAO

Patrice Talon a souligné que malgré des textes ambitieux en matière d'intégration, l'évolution dans les faits reste lente : « Nous sommes à la CEDEAO, nous avons des textes extraordinaires en termes d'économie,

en termes d'intégration, mais on n'a pas beaucoup bougé » .

Avec cet accord bilatéral, les deux pays se positionnent en pionniers d'une intégration économique effectivement vécue, avec un comité technique conjoint déjà en préparation pour élaborer les bases législatives nécessaires .

Enjeux et perspectives

La structuration de ces échanges pourrait permettre au Bénin d'augmenter ses exportations formelles, sécuriser les revenus douaniers, et promouvoir un cadre économique transparent. Du côté du Nige-

ria, la formalisation contribuerait à renforcer la coopération douanière, freiner la contrebande, et stimuler l'investissement mutuel.

Avec un accord signé à Abuja, Patrice Talon et Bola Tinubu lancent une nouvelle phase dans l'intégration économique sous régionale. Si la mise en œuvre des directives données à leurs collaborateurs se concrétise, le duo pourrait inaugurer une relation économique Bénin-Nigeria plus solide, transparente et bénéfique pour les deux nations.

ACTUALITE

GUERRE COMMERCIALE MONDIALE – DÉFI ET OPPORTUNITÉ

Patrice Talon : « La guerre commerciale des États-Unis est un signal pour l'Afrique »

EN MARGE DU SOMMET CEDEAO À ABUJA, LE PRÉSIDENT BÉNINOIS PATRICE TALON A ESTIMÉ QUE LA CONFRONTATION COMMERCIALE VOULUE PAR DONALD TRUMP EST MOINS UNE MENACE QU'UN « COUP DE FOUCET SALVATEUR » POUR L'AFRIQUE, L'INVITANT À RELANCER SON INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET À S'AFFRANCHIR DE LA DÉPENDANCE À L'AIDE INTERNATIONALE.

Un réveil imposé par la puissance américaine

Pour la première fois depuis le lancement des mesures protectionnistes américaines, Patrice Talon a pris la parole à Abuja pour souligner l'importance de cet événement :

> « Nous observons le pays le plus puissant du monde à défendre ses intérêts au centime près, au mépris de la coopération internationale... Cette guerre commerciale lancée par les États-Unis au monde entier est une façon de nous réveiller », a-t-il expliqué .

Il ajoute : « À la limite, nous devrions saluer le président Trump pour ce coup de fouet qu'il nous donne », recalquant la nécessité de se responsabiliser.

Fin de l'aide internationale, début du développement autonome

Talon a été catégorique :

> « L'aide internationale n'existe plus et n'existera plus... Le seul

moyen pour sortir nos populations de la pauvreté est de faire les efforts nécessaires pour notre propre développement » .

Il dénonce l'illusion d'un soutien extérieur continu et appelle à une transition vers l'indépendance économique.

Appel à l'intégration régionale comme réponse

Face à ce contexte international, Talon estime que l'Afrique de l'Ouest a une opportunité historique :

> « Si nous ne partageons pas le même idéal économique... »

Celles-ci sont devenues vitales, alors que la CEDEAO traverse une « crise » structurelle, marquée par des projets tournés au ralenti (Gazoduc, West African Power Pool) et des tracasseries frontalières persistantes.

Il exhorte ses pairs à concrétiser l'intégration, notamment par l'union douanière et la fluidification des



échanges, rappelant que c'est un levier essentiel pour lutter contre la pauvreté, qu'il qualifie de « pire catastrophe ».

Une posture assumée face aux États-Unis

En rappelant que les États-Unis défendent leurs intérêts sans complexe, le président béninois souligne que les nations africaines doivent en faire autant pour asseoir leur souveraineté économique.

Cet angle, rarement évoqué dans

les discours officiels africains, a marqué les esprits à Abuja : l'Afrique doit désormais jouer sa propre partition.

Dans un contexte international tendu, Patrice Talon choisit la rupture avec l'assistanat et mise sur la solidarité régionale pour pivoter vers un développement durable et autonome. Pour lui, la guerre commerciale américaine est un thermomètre : l'Afrique doit agir, intégrer ses économies et construire la prospérité par ses propres moyens.

ACTIVITÉ À OUÈSSÈ

L'honorable Rafiou Moussa relance les structures de base à Toui

LE SAMEDI 21 JUIN 2025, L'HONORABLE RAFIOU MOUSSA, ACCOMPAGNÉ D'UNE DÉLÉGATION LOCALE DU PARTI LES DÉMOCRATES (LD), A ENTREPRIS UNE TOURNÉE À TOUI, ARRONDISSEMENT DE OUÈSSÈ. CETTE INITIATIVE S'INSCRIT DANS LA DYNAMIQUE DE REDYNAMISATION DES STRUCTURES DE TERRAIN EN VUE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 2026.

Une délégation mobilisée sur le terrain

En tête d'une forte délégation, l'honorable Rafiou Moussa était accompagné de Théodore Aladja, coordonnateur de l'arrondissement

de Toui, Thomas Elegbédé, Charles Akpoto ainsi que d'autres responsables régionaux tels que Raoufou Yessoufou, Fidèle Dorichamou, Wassiou Boukari et François Biaou. À chaque étape de cette tournée, la présence de ces acteurs clés a

montré l'importance accordée à l'effort de mobilisation locale.

« Les leaders du parti de la flamme de l'espoir... se soucient de la redynamisation régulière des structures de base »

Les habitants de Ouèssè ont exprimé leur satisfaction de voir que leurs responsables politiques restent actifs et présents sur le terrain. Selon eux, ces visites marquent un signe

SUITE A LA PAGE 5

RÉFORME DE L'ÉDUCATION – DÉCRET 2025-197

Gestion des établissements publics : l'apprenant au cœur d'un nouveau cadre de gouvernance

LE DÉCRET N° 2025-197, PROMULGUÉ LE 23 AVRIL 2025, RÉORGANISE EN PROFONDEUR LA GESTION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL AU BÉNIN. IL INSTAURE NOTAMMENT LA NOMINATION DES DIRECTEURS PAR DÉCRET EN CONSEIL DES MINISTRES POUR UN MANDAT DE QUATRE ANS, TOUT EN PLAÇANT L'APPRENANT AU CENTRE DES DÉCISIONS INSTITUTIONNELLES.

Une nomination transparente et renouvelable

Le décret change radicalement le mode de nomination des chefs d'établissements : désormais choisis en Conseil des ministres, ils sont nommés pour un mandat de quatre ans, renouvelable. Cette réforme vise à professionnaliser davantage les responsabilités et à garantir une gestion stable et compétente, mettant fin aux pratiques plus informelles et intermittentes.

Une gouvernance partagée et élargie

Avec la mise en place de conseils d'administration renforcés, les établissements publics verront un organe délibérant composé



de représentants clairs : acteurs économiques, personnels administratifs, parents d'élèves,

enseignants... et désormais les apprenants eux-mêmes. Les décisions y seront prises à la majorité, avec le président du conseil en position d'arbitre en cas d'égalité.

taire modernise les structures scolaires : il définit les missions, l'organisation, et le fonctionnement des établissements, avec une gouvernance plus rigoureuse et participative. Les directeurs et directeurs d'études, désignés selon des critères de compétence, seront soumis à des règlements d'application fixés ultérieurement.

L'apprenant valorisé comme acteur

Grande nouveauté du décret : l'implication directe de l'apprenant dans la gouvernance. Il ne s'agit plus d'un simple numéro sur une liste, mais d'un membre à part entière de l'institution, aux côtés des autres acteurs éducatifs. Cette reconnaissance officielle vise à encourager la participation active des jeunes aux orientations de leur établissement.

Une administration renforcée et modernisée

L'ensemble du dispositif statu-

SUITE DE LA PAGE 4

fort que l'encadrement local demeure leur priorité, en particulier à plus de qu'un an des prochaines échéances électorales. Pour les Démocrates de la 10^e circonscription, ces actions concrètes sur le terrain représentent un gage d'efficacité pour convaincre les électeurs.

Préparer l'échéance de 2026

Plus qu'un simple exercice politique, cette opération vise à renforcer les liens entre la base et les instances dirigeantes du parti. En redynamisant les sections locales, Les Démocrates entendent consolider leurs positions, pérenniser leur engagement et prépa-

rer le terrain pour une victoire durable aux élections générales de 2026.

Un message d'espoir pour les adhérents

Portée par les mots et l'énergie de l'honorable Rafiou Moussa, la tournée constitue également un message d'unité et de cohésion interne. Les participants saluent « l'envie de rester sur le terrain », preuve d'une volonté affirmée de travailler « main dans la main » avec les citoyens, non seulement comme force politique, mais comme communauté au cœur des décisions.

CULTURE

PALAIS SACRÉ DE TOGBOHONSOU

Présentation officielle de Dah Togbenon Toyizan Bô Gbediga à Dangbo - Docomè

Docomè, un village situé dans l'arrondissement central de Dangbo, célèbre depuis samedi, un moment historique. Il s'agit bien de la sortie officielle de son nouveau chef traditionnel, Dah Togbenon Toyizan Bô Gbediga, 10 ème successeur au trône sacré de Togbenon Assou. La cérémonie riche en couleurs et en traditions, a rassemblé des centaines de personnes venues témoigner leur soutien et leur attachement à leur nouveau Dah. Cette intronisation marque une étape importante dans la vie du peuple Wémè, renforçant les liens sociaux et culturels.

Le poste de chef traditionnel

est une institution ancestrale dans de nombreuses cultures africaines, et plus particulièrement dans la région Wémè. Le chef traditionnel est considéré comme le garant des traditions, le dépositaire de la sagesse, et le médiateur entre le peuple et les esprits. Son rôle est essentiel pour maintenir la cohésion sociale, résoudre les conflits et guider la communauté dans son développement.

La cérémonie d'intronisation s'est déroulée selon un rituel précis, mêlant des éléments coutumiers, l'offrande de cadeaux aux ancêtres, libations, prestation de serment du nouveau chef et la remise des in-



signes traditionnels. Les chants et les danses ont rythmé cette cérémonie.

Plusieurs personnalités ont pris la parole lors de la cérémonie, notamment Dr Eugène Djidjoh Aguèmon, membre d'un des 7 clans de Wémè qui a souligné l'importance du rôle du nouveau chef dans la préservation du patrimoine culturel et du développement local.

Witoki Agonvinon, haut dignitaire et membre d'un des 7 clans de Wémè, quant à lui, a mis l'accent sur la nécessité de l'unité et de la collaboration entre les membres des 7 clans de Wémè.

Le nouveau chef, Dah Togbenon Toyizan Bô Gbediga, a déclaré vouloir œuvrer pour le bien être de sa communauté. Il a exprimé sa volonté de travailler

en étroite collaboration avec les autorités locales et les autres acteurs de développement pour améliorer les conditions de vie du peuple Wémè. Il a également insisté sur l'importance de l'éducation, de la santé et de l'agriculture pour assurer l'avenir de la jeunesse.

La sortie officielle de Dah Togbenon Toyizan Bô Gbediga, marque un nouveau chapitre sur le pays Wémè. C'est un moment de fierté et d'espoir pour la communauté Wémè, qui place beaucoup d'attentes sur son nouveau chef traditionnel. La cérémonie a démontré l'attachement du peuple Wémè aux traditions, tout en exprimant leur confiance dans la capacité de leur chef à le guider vers un avenir prospère.

Géraud Dotou AHISSOU

PARTNERS
News

QUOTIDIEN BENINOIS D'INFORMATION GENERALES & D'ANALYSES
AUTORISATION N° 130-21/ HAAC/ PT/ CDC/ SG/ SGA/ DAJDC/ SDC/ SCS DU 11 MARS 2021
TEL: +229 01 49 51 62 15 SITE <https://partners-news.com>

ÉDITÉ PAR L'ETS RUSOGATH R&S PARTNERS AND COM
RCCM N° RB/COT/19 A 48070 DU 03 07 2019 IFU : 0201910788988
SIEGE SOCIAL: VODJE VON PABEE PARVILLON BLEU

DIRECTION DE PUBLICATION : LARIOS ADJAGBENON

RÉDACTION:
LEANDO CODO
FIFAMEY R. A. SODEDJI
SORBOU SOULÉ
SANIATH SANI
JESOUWANOU C. SOLEDJI

MONTAGE
ETS RUSOGATH R&S PARTNERS AND COM

IMPRESSION
ETS RUSOGATH R&S PARTNERS AND COM

PARTENAIRE UN JOUR - PARTENAIRE TOUJOURS!!!

LÉGISLATION – PARLEMENT BÉNINOIS

Adoption de cinq réformes clés : croissance verte, citoyenneté, identification et justice pénale

LE 20 JUIN 2025 À PORTO-NOVO, LES DÉPUTÉS, SOUS LA PRÉSIDENCE DE LOUIS GBÈHOUNOU VLAVONOU, ONT AUTORISÉ DEUX CONVENTIONS ENVIRONNEMENTALES, MODIFIÉ LES LOIS SUR LA NATIONALITÉ DES AFRO-DESCENDANTS ET L'IDENTIFICATION DES PERSONNES, AVANT D'ADOPTER UNE RÉFORME DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE EN DEUXIÈME LECTURE.

1. Vers une croissance verte : ratification du GGGI

Par la loi n° 2025-10, l'Assemblée nationale autorise la ratification de la convention d'établissement du Global Green Growth Institute, signé en juin 2012 à Rio de Janeiro. Ce partenariat ambitionne de renforcer les capacités du Bénin en matière de développement durable, en promouvant une économie à faible émission de carbone, grâce à l'expertise internationale du GGGI basé à Séoul. Les interventions des députés (Gbénoinchi, Schanou, Seibou, Koumagbéafidé notamment) ont salué cette initiative comme une réponse aux enjeux climatiques mondiaux.

2. Protection de l'environnement : ratifications additionnelles

La loi n° 2025-13 permet la ratification des protocoles additionnels à la Convention d'Abidjan (13 juillet 2019), portant sur la gestion intégrée des zones côtières, la préservation des mangroves, les normes applicables aux exploitations pétrolières offshore, et la lutte contre la pollution terrestre. Elle vise à mieux intégrer les communautés locales, premières concernées par ces défis, et à renforcer la protection des écosystèmes côtiers.

3. Nationalité béninoise pour afro-descendants : une délivrance simplifiée

Grâce à la loi n° 2025-11, le



Parlement enrichit et précise la loi de 2024. Elle institue une attestation d'« éligibilité » pour les afro-descendants, d'ores et déjà saluée comme une mesure de justice historique. Elle vise à corriger les freins observés dans l'application initiale, à moderniser les procédures (numérisation, codification), tout en garantissant un encadrement sécuritaire et administratif rigoureux.

4. Identification des personnes physiques : une administration modernisée

La loi n° 2025-12 modifie le cadre de 2017 relatif à l'Agence nationale d'identification (ANIP). Les députés préconisent un rapprochement des centres d'enrôlement vers les arrondissements, une synchronisation entre état civil et structures d'immigration, ainsi qu'une éventuelle assurance pour les étrangers résidant au

Bénin. L'objectif est de fluidifier les démarches d'identification et de renforcer la couverture civile de la population.

5. Code de procédure pénale : vers une justice plus efficace

Enfin, en deuxième lecture, les députés ont adopté la loi n° 2025-06, réformant le Code de procédure pénale (2012/2013). Cette réforme vise à moderniser les procédures judiciaires, tout en renforçant les droits de la défense et l'efficacité des enquêtes pénales.



Avec cette séance riche en avancées, l'Assemblée nationale marque une volonté claire de modernisation du cadre législatif dans des domaines fondamentaux : transition écologique, citoyenneté inclusive, administration publique, et justice. Un pas décisif.

ACTUALITE

POLÉMIQUES SALAIRES – GOUVERNEMENT BÉNINOIS

Salaires des hauts responsables : Wilfried Houngbédji rassure, le cadre reste réglementé

Un débat récurrent mais encadré

La polémique autour des salaires des ministres et hauts responsables publics refait surface, sans pour autant déstabiliser l'exécutif. Le porte-parole, Wilfried Léandre Houngbédji, a tenu à préciser que les rémunérations sont organisées par un texte réglementaire fixe, issu d'un décret datant de 2006 précisément sous Boni Yayi, et qui demeure en vigueur.

« Aucun ministre ne gagne 16 millions FCFA par mois »

Souvenez-vous : en 2018, une rumeur avait avancé que des ministres percevaient 16 millions FCFA mensuels. Patrice Talon avait démenti et Houngbédji confirme aujourd'hui :

« Le salaire est lié à l'individu... Ce décret n'a pas changé ».

Le porte-parole souligne que les augmentations appliquées sous Talon concernent davantage la simplification des primes

que des hausses salariales démesurées.

Des primes désormais mensualisées

Parmi les adaptations récentes, Houngbédji rappelle que les primes versées auparavant de façon ponctuelle ont été mensualisées : une décision qui facilite l'accès au crédit pour les agents de l'État, en donnant de la visibilité sur leur fiche de paie

Suppression des avantages inappropriés

Auparavant, certains postes pouvaient cumuler primes, bons d'essence ou fonds spéciaux. Sous Talon, ces avantages ont été revus :

« Plus aucun ministre n'a de bons d'essence », indique Houngbédji .

Certains fonds secrets auraient été intégrés au revenu de base, garantissant plus de transparence.

Vers plus de rationalisation



salariale

Le porte-parole insiste sur un objectif clair : rationaliser et harmoniser les rémunérations, notamment en introduisant un mécanisme de revalorisation équitable (point indiciaire majoré de 3 % et sur-salaire progressif selon expérience) .

Un comité interministériel étudie actuellement de possibles ajustements, dans le respect de l'équilibre budgétaire .

Dans un contexte où les rumeurs sur les salaires de l'élite récurrentes circulent facilement, le gouvernement mise sur une transparence progressive. Grâce à des décrets publics, la mensualisation des primes et la suppression d'avantages douzeux, l'exécutif affiche sa volonté de rationaliser les rémunérations tout en rassurant l'opinion : rien d'illégal, tout est réglementaire.

PRÉSIDENTIELLE 2025 – CÔTE D'IVOIRE

Alassane Ouattara maintient le suspense : sa candidature pour un quatrième mandat se décidera « dans les jours qui viennent »

Désigné candidat du RHDP pour la présidentielle du 25 octobre, le président ivoirien Alassane Ouattara, âgé de 83 ans, n'a pas encore confirmé sa participation. Lors d'un mégameeting au stade d'Ebimpé le 22 juin, il

a annoncé qu'il prendrait une décision « dans les jours qui viennent », suscitant l'attente dans l'arène politique nationale.

Très attendu par ses partisans, le discours d'Alassane Ouatta-

ra dimanche dans l'enceinte du stade d'Ebimpé n'a pas dissipé le doute sur sa participation au scrutin d'octobre. Malgré son investiture par le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), il a préféré temporiser.

« Je prendrai dans les jours qui viennent, après mûre réflexion en mon âme et conscience, une

SUITE A LA PAGE 9

SUITE DE LA PAGE 8

décision », a-t-il déclaré.

« Je ressens la force et la sincérité de votre appel, ces appels je ne peux pas les ignorer, je les ai bien entendus, et je dis avec émotion, oui je vous ai entendus », a-t-il ajouté.

Un suspense qui intervient alors que le RHDP venait de le désigner officiellement comme candidat samedi soir, au cours de son congrès organisé à Abidjan.

À 83 ans, il est au pouvoir depuis 2011 et se projette vers un quatrième mandat.

Malgré l'incertitude, le climat politique reste tendu. Certains observateurs ont qualifié cette annonce de « douche froide » pour les militants, impatients de voir leur champion se positionner clairement. L'enjeu est de taille : la candidature d'Ouattara cristallise les attentes du parti au pouvoir, alors que plusieurs

opposants ont été exclus de la course présidentielle.

Sur le plan international, Bloomberg souligne que cette prise de position différée a surpris les délégués et prolongé la période d'incertitude entourant la candidature du président.

L'intérêt national et international est à son comble. Tous les regards sont désormais tournés vers les prochains jours, durant

lesquels Ouattara est attendu pour confirmer ou non une ambition qui pourrait prolonger son règne jusqu'en 2030.

À la croisée des chemins, avec un climat politique tendu et une génération montante en attente d'alternance, Alassane Ouattara détient le sort de l'élection présidentielle entre ses mains. Sa décision imminente sera déterminante pour l'avenir politique de la Côte d'Ivoire.

MARACANA – LIGUE OUÉMÉ-PLATEAU

Phase départementale à Ayéré : les demi-finales juniors et seniors dévoilées

CE WEEK-END, LE STADE OMNISPORTS D'Ayéré ACCUEILLE LES DEMI-FINALES DU CHAMPIONNAT NATIONAL DE MARACANA POUR LE DÉPARTEMENT OUÉMÉ-PLATEAU. HUIT ÉQUIPES SERONT EN LICE, AVEC L'OBJECTIF DE DÉCROCHER LEUR QUALIFICATION POUR LA PHASE NATIONALE.

Des matchs décisifs à Ayéré. Après des phases de poules riches en intensité et en surprises, les rencontres éliminatoires se précisent pour les catégories juniors et seniors, avec des affiches qui promettent spectacle et suspense pour les supporters locaux.

Programme des demi-finales

- Juniors
 - Ifangni □ Pobé
 - MC Porto-Novo □ Akaba

- Seniors
 - AL-AMAL □ Ikpinlè
 - Pobé □ Akaba

Ces duels, programmés sur le terrain d'Ayéré, seront déterminants pour l'accès à la phase nationale du Championnat 2025.

Une compétition ancrée dans la saison maracana

L'organisation de cette phase institutionnelle s'inscrit dans le calendrier de la fédération béninoise de Maracana (FEBEMA). Après le lancement dans la Ligue Mono-Couffo début juin, c'est désormais au tour de l'Ouémé-Plateau de dévoiler ses représentants pour les phases finales .

Ambiance et enjeu

Localement, l'effervescence monte : supporters, joueurs et officiels convergent vers Ayéré pour vivre des moments forts, où chaque passe, chaque but peut transformer l'avenir d'une équipe. Pour les clubs comme Ifangni, Pobé, MC Porto-Novo, Akaba, AL-AMAL et Ikpinlè, une place en finale départementale et l'accès à la scène nationale sont à portée de main.

En perspective



Les demi-finales de ce dimanche 22 juin marquent une étape clé dans le développement du Maracana au Bénin. Dès la semaine prochaine, les clubs qualifiés auront l'oppor-

tunité de défendre les couleurs de l'Ouémé-Plateau lors des phases nationales. La suite s'annonce intense pour les passionnés, avec la promesse d'un rendez-vous national riche en émotions.

SPORT**AU-DELÀ DU SPORT**

Le championnat scolaire fait rayonner Aplahoué et le Couffo"

DEPUIS LE 21 JUIN, LA VILLE D'APLAHOUÉ VIBRE AU RYTHME DE LA 5^e ÉDITION DU CHAMPIONNAT NATIONAL SCOLAIRE. PENDANT UNE SEMAINE, CETTE COMMUNE DU DÉPARTEMENT DU COUFFO ACCUEILLE DES CENTAINES DE JEUNES ATHLÈTES VENUS DE TOUT LE PAYS, DANS UNE AMBIANCE FESTIVE OÙ LE SPORT, L'ÉCONOMIE LOCALE ET LA CULTURE S'ENTRELACENT HARMONIEUSEMENT.

Une vitrine économique pour le Couffo

Au-delà de l'enjeu purement sportif, les autorités locales voient en cet événement une opportunité de valoriser les atouts économiques de la région. Christophe Megbedji, préfet du département du Couffo, souligne l'importance de ce rendez-vous pour dynamiser l'économie locale.

> « Cette rencontre permet à nous autres de faire la promotion de l'économie locale. Le Couffo vibre à travers ses produits vivriers. Tous les soirs, vous pouvez faire des emplettes tout en vous divertissant. Ici, c'est le siège des belles oranges, des tomates juteuses, du haricot, du maïs... Vous avez tout ! », a-t-il déclaré avec enthousiasme.

Le sport au service de la culture

Dans la même dynamique, le directeur de l'Office béninois



du sport scolaire et universitaire (OBSSU), Victor Lawin, a mis l'accent sur la dimension culturelle de l'événement. Le «village du championnat», ouvert chaque soir de 17h à 21h, est dédié à la promotion des talents

artistiques de la région.

> « Ce championnat va au-delà de la compétition sportive. Il célèbre aussi les artistes du Couffo. Le département n'est pas seulement une terre de cham-

pions, mais aussi de créateurs, de poètes et de musiciens », a-t-il déclaré lors de la cérémonie d'ouverture.

Les prestations artistiques et culturelles qui ont inauguré l'événement ont donné un aperçu de la richesse créative du Couffo. Musiques, danses et poésie se succèdent pour enchanter les visiteurs et révéler la diversité du patrimoine local.

Aplahoué sous les projecteurs

Pendant sept jours, tous les regards seront tournés vers Aplahoué, qui se transforme en capitale nationale du sport scolaire. Un moment fort pour la jeunesse béninoise, mais aussi un levier de développement pour une région souvent méconnue. Le Championnat national scolaire 2025 s'annonce déjà comme une célébration du talent, de l'effort et de la diversité culturelle béninoise.



ÉQUIPE NATIONALE U-20

Rodolfo Aloko inauguré en sélection : une fierté pour le jeune ailier à NK Kustošija Zagreb

À TOUT JUSTE 18 ANS, RODOLFO ALOKO VIT UNE SEMAINE HISTORIQUE : APRÈS AVOIR MARQUÉ LES ESPRITS EN CROATIE AVEC LE NK KUSTOŠIJA ZAGREB, IL REÇOIT SA PREMIÈRE CONVOCATION CHEZ LES GUÉPARDS DU BÉNIN, UN RÊVE D'ENFANT DEVENU RÉALITÉ.

Une ascension fulgurante en club

0-4 Arrivé cet hiver au NK Kustošija Zagreb, pensionnaire de la troisième division croate, Aloko s'est immédiatement imposé comme un titulaire incontournable. Il a enchaîné les passes décisives dès ses débuts — deux dans ses deux premiers matchs — puis ajouté un but et quatre autres offrandes à son compteur .

Au cours de la 19^e journée, il s'est distingué avec deux passes décisives qui ont permis à son équipe de s'imposer 3-0 face à Marsonia, propulsant Zagreb à la 7^e place .

Première convocation en sélection nationale

La performance d'Aloko n'est pas passée inaperçue. Le 29 mai 2025, il a reçu sa première sélection chez les Guépards, pour les matchs contre le Maroc en juin .

Interrogé sur ce moment fondateur, le joueur confie sans détour :

> « En tant que jeune, tu dois être fier. Cela représente beaucoup de choses. J'ai toujours voulu faire partie de cet effectif depuis tout petit. J'ai toujours voulu donner un de plus à ma nation. ... C'est un rêve de gamin qui est devenu une réalité. »

Une intégration réussie dans le vestiaire

Sur l'ambiance au sein de la sélection, Aloko se montre également enthousiaste :

> « L'ambiance est excellente. Tout le monde m'a accueilli comme cela se doit. Je suis vraiment ravi parce que c'est mon pays. Ça fait énormément plaisir. Tu vois les grands frères qui, à chaque occasion te conseillent. »

Une mentalité solide pour continuer d'avancer

Pour conclure, le jeune international insiste sur l'importance de la foi, du travail et de la concentration dans la suite de son parcours :

> « On remet tout dans les mains de Dieu. Continuer à travailler et à prouver. C'est surtout ça. ... On doit toujours chercher à travailler, ne pas se prendre la tête surtout, et rester concentré. »

Rodolfo Aloko illustre brillamment



le cheminement d'un jeune talent béninois à l'étranger : succès en club, reconnaissance en sélection et humilité. À NK Kustošija Zagreb comme chez les Gué-

pards, son comportement sérieux, sa performance constante et son état d'esprit combatif augurent d'une carrière prometteuse — à suivre de près.



Nous recrutons
3 Stagiaires
Journalistes Presse Ecrite

PROFILS REQUIS

Actualité
politique national
et international

Genre, Santé,
Protection,
Nutrition

Environnement,
Divertissement,
Découverte

DUREE: **3 mois renouvelables**

DATE LIMITE: **Vendredi 05 Mai 2025**

Dossier de candidature à envoyer à :

+229 01 49 51 62 15